



## **Avenant n°2 à la convention de partenariat entre le Département des Bouches du Rhône et l'EID Méditerranée**

### **Entre le Département des Bouches du Rhône,**

représenté par la Présidente du Conseil départemental, Madame Martine VASSAL, domiciliée en cette qualité à l'Hôtel du Département – 52 avenue de Saint Just, 13 256 Marseille Cedex 20 - , siret n°221 300 015 00247 et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale réunie en date du 14 décembre 2018 et ci-après dénommé "le Département"

**d'une part, et,**

### **l'Entente Interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen,**

représentée par son Président, Monsieur Christophe MORGO, domicilié en cette qualité 165 avenue Paul Rimbaud, 34184 Montpellier cedex 4 – siret 253 401 442 00012 dûment habilité par la décision du bureau du 27 septembre 2018 et ci-après dénommé "l'EID Méditerranée"

**d'autre part,**

Vu la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques, version consolidée du 10 décembre 2004.

Vu la convention de partenariat n° 17C31 signée le 23 juin 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018- 328 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018 relatif aux modalités de mise en œuvre du plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles transmises par des moustiques dans le département des Bouches du Rhône portant modification de l'arrêté n° 13-2018-05-02-013 en date du 2 mai 2018

Vu la circulaire DGS/RI1/DGALN/DGAL n°2012-360 du 1<sup>er</sup> octobre 2012 relative aux mesures visant à limiter la circulation du virus West Nile en France Métropolitaine

Considérant la circulation avérée du virus West Nile sur le pourtour méditerranéen;

Considérant que, conformément à la loi précitée, le Département doit organiser la mise en œuvre du dispositif de gestion des risques associé à la survenue de cas de West Nile.

Considérant que la convention de partenariat signée le 23 juin 2017 avec l'EID Méditerranée se limite aux actions de lutte contre la prolifération du moustique "*Aedes albopictus*" vecteur des virus Chikungunya, dengue et Zika

**Il est convenu ce qui suit :**

## **Préambule**

Le présent avenant modifie les articles 1 à 5 de la convention numérotée 17C31 par l'EID Méditerranée.

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de définir les nouvelles missions que le Département confie à l'EID Méditerranée pour gérer les risques associés à la survenue de cas de West Nile sur son territoire, en application de l'arrêté préfectoral modificatif n°2018-328 en date du 1<sup>er</sup> octobre 2018 concernant le plan de lutte contre la propagation des maladies vectorielles .

## **ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION COMPLEMENTAIRE**

1- Activation d'une surveillance entomologique spécifique : piégeages sur diverses localisations, préparation des spécimens capturés en vue de leur analyse, prélèvement de populations de moustiques locaux en vue de tests,... : *pour mémoire, ce point relevant de la DGS (direction générale de la santé) et étant financièrement pris en charge par celle-ci.*

2- Participation à l'information du public sur les mesures de protection individuelle à apporter.

3- Lutte contre les gîtes larvaires et, au cas par cas, mise en œuvre de mesures de lutte anti vectorielle destinées à contrôler les populations de moustiques vecteurs, y compris avec recours aux traitements adulticides, dans le cas où ces derniers seraient décidés par les autorités sanitaires.

Les missions "terrain" seront mises en œuvre en fonction des directives du Ministère de la santé.

## **ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION**

En fin de saison, un bilan des mesures menées spécifiquement dans le cadre de cet avenant pour limiter la circulation du virus West Nile sera produit.

## **ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES**

Compte tenu de la spécificité du complexe moustique / virus West Nile, les mesures à mettre en œuvre par l'EID Méditerranée pour répondre aux obligations qui s'imposent au Département devront être adaptées au cas par cas : périmètre, maillage des pièges, nombre et nature des traitements,...

Dès lors que ces mesures peuvent être réalisées par les agents et avec les moyens de l'EID basés aux agences d'Arles et St Chamas, leur financement sera assuré dans le cadre de la participation forfaitaire annuelle versée par le Département en qualité de membre de l'EID Méditerranée.

Ces mesures peuvent toutefois nécessiter la mobilisation de moyens provenant d'autres agences ou du siège de Montpellier. La mobilisation de ces moyens supplémentaires fera alors l'objet d'une

participation du Département établie sur la base des prix unitaires du barème de facturation approuvé par le Conseil d'Administration du 21 décembre 2017 et joint en annexe. Les quantités seront issues du logiciel de suivi de l'activité utilisé au sein de l'établissement.

Dans cette hypothèse, l'EID fournira au Conseil départemental en préalable à chaque intervention un prévisionnel du coût des dépenses supplémentaires nécessaires.

**ARTICLE 5 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT**

Le présent avenant prend effet à compter de la signature de l'arrêté préfectoral. Il est applicable jusqu' à l'échéance de la convention signée le 23 juin 2017, soit le 31 décembre 2019.

**ARTICLE 6 : AUTRES DISPOSITIONS**

Toutes les dispositions de la convention de partenariat signée le 23 juin 2017, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées et demeurent en vigueur.

Fait en deux exemplaires originaux et sur 3 pages

M. Christophe MORGO  
Président de l'EID Méditerranée

Mme Martine VASSAL  
Présidente du Département des  
Bouches-du-Rhône

Annexe à l'avenant à la convention de partenariat entre  
le Département des Bouches du Rhône et l'EID Méditerranée

2017 - CA 5.2

Envoyé en préfecture le 22/12/2017  
Reçu en préfecture le 22/12/2017  
Affiché le   
ID : 034-253401442-20171221-2017CA5\_2FACTUR-DE



**Entente interdépartementale  
pour la démoustication  
du littoral méditerranéen**

**DELIBERATION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Nombre d'administrateurs  
en exercice : 13

**SEANCE DU 21 DECEMBRE 2017**

**OBJET :**

Révision du barème de facturation.

Par suite d'une lettre en date du 7 décembre 2017, les membres composant le Conseil d'administration de l'EID Méditerranée ont été convoqués à l'EID Méditerranée, pour une séance le jeudi 21 décembre 2017.

**ETAIENT PRESENTS:** Mmes Martine ROLLAND, Geneviève BLANC, MM. Christophe MORGO, Nicolas SAINTE-CLUQUE, Léopold ROSSO.

**ABSENTS EXCUSES:** Mmes Séverine MATEILLE, Damienne BEFFARA (pouvoir donné à Mme ROLLAND), Corinne CHABAUD, MM. Didier CODORNIU (pouvoir donné à M. SAINTE-CLUQUE), Lucien LIMOUSIN, Kléber MESQUIDA (pouvoir donné à M. MORGO), François ROUX, Christian ASSAF (pouvoir donné à M. ROSSO).

Constatant que le quorum est atteint, le Conseil d'administration de l'EID Méditerranée peut légalement délibérer,

M. SAINTE-CLUQUE est nommé secrétaire de séance.

2017 - CA 5.2

Envoyé en préfecture le 22/12/2017  
 Reçu en préfecture le 22/12/2017  
 Affiché le   
 ID : 034-253401442-20171221-2017CA5\_2FACTUR-DE

Barème à utiliser dans le cadre de prestations ponctuelles

**Mise à disposition de personnel**

|                                |         | <b>Tarif<br/>2018</b> |               | <b>pour mémoire Tarif<br/>2017</b> |
|--------------------------------|---------|-----------------------|---------------|------------------------------------|
| <b>Prestation technique</b>    |         |                       |               |                                    |
| - Mécanicien                   | (heure) | 40 € HT               |               | 39 € (+ 2%)                        |
| - Agent technique              | (heure) | 37 € HT               |               | 36 € (+ 2%)                        |
| - Technicien sup.              | (heure) | 51 € HT               |               | 50 € (+ 2%)                        |
| - Secrétaire                   | (heure) | 33 € HT               |               | 32 € (+ 2%)                        |
| <b>Prestation d'Ingénierie</b> |         |                       |               |                                    |
| - Expert                       | (jour)  | 758 € HT              | national      | 743 € (+ 2%)                       |
|                                | (jour)  | 947 € HT              | international | 928 € (+ 2%)                       |
| - Ingénieur                    | (jour)  | 656 € HT              | national      | 643 € (+ 2%)                       |
|                                | (jour)  | 828 € HT              | international | 812 € (+ 2%)                       |
| - Technicien sup.              | (jour)  | 416 € HT              | national      | 408 € (+ 2%)                       |
|                                | (jour)  | 519 € HT              | international | 509 € (+ 2%)                       |
| - Agent technique              | (jour)  | 290 € HT              | national      | 284 € (+ 2%)                       |
|                                | (jour)  | 322 € HT              | international | 316 € (+ 2%)                       |
| - Secrétaire                   | (jour)  | 255 € HT              | national      | 250 € (+ 2%)                       |
|                                | (jour)  | 266 € HT              | international | 261 € (+ 2%)                       |

**Journée de formation "certibio" et "certiphyto" assurée par l'EID** (La charge liée aux frais de déplacement sera négociée en fonction des coûts réels lors de la signature de chaque convention).

|   |  | <b>Tarif<br/>2018</b> |             | <b>pour mémoire Tarif<br/>2017</b> |
|---|--|-----------------------|-------------|------------------------------------|
| Formation inter-structures (minimum 10 agents inscrits par session) |  |                       |             |                                    |
| - Membre de l'ADEGE   |  | 105 € HT              | par agent   | 100 € (+ 5%)                       |
| - Autre demandeur   |  | 155 € HT              | par agent   | 150 € (+ 3%)                       |
| Formation intra-structures  |  |                       |             |                                    |
| - Membre de l'ADEGE   |  | 1 080 € HT            | par session | 1 050 € (+ 3%)                     |
| - Autre demandeur   |  | 1 300 € HT            | par session | 1 270 € (+ 2%)                     |

**Mise à disposition de matériels**

|                            |             | <b>Tarif<br/>2018</b> |  | <b>pour mémoire Tarif<br/>2017</b> |
|----------------------------|-------------|-----------------------|--|------------------------------------|
| <b>Véhicules et engins</b> |             |                       |  |                                    |
| - Véhicule de liaison      | (kilomètre) | 0.40 € HT             |  | 0.39 € (+ 2%)                      |
| - Véhicule Pick-up         | (kilomètre) | 0.61 € HT             |  | 0.60 € (+ 2%)                      |
| - Fourgon                  | (kilomètre) | 0.89 € HT             |  | 0.87 € (+ 2%)                      |
| - Véhicule tout terrain    | (kilomètre) | 0.87 € HT             |  | 0.85 € (+ 2%)                      |

2017 - CA 5.2

Envoyé en préfecture le 22/12/2017  
Reçu en préfecture le 22/12/2017  
Affiché le   
ID : 034-253401442-20171221-2017CA5\_2FACTUR-DE

**Véhicules de traitement**

|             |         |          |              |
|-------------|---------|----------|--------------|
| - Amphibie  | (heure) | 134 € HT | 131 € (+ 2%) |
| - Moto 4x4  | (heure) | 85 € HT  | 83 € (+ 2%)  |
| - Microgène | (heure) | 69 € HT  | 67 € (+ 2%)  |

S'ajoute la facturation, s'il y a lieu, du véhicule utilisé, suivant le kilométrage réellement effectué ou frais réels de transport en commun.

**Les membres du Conseil d'administration approuvent le barème de facturation 2018.**

Montpellier, le 21 décembre 2017

**Le Président  
Christophe MORGO**

